

Forum citoyen sur la gouvernance

Thématique : Vers une nouvelle gouvernance plus horizontale à toutes les échelles pour réenchanter le monde de demain ?

Nom de la Citoyenne: Inès Bonnettee

Situation familiale ○ Marié/en couple ● Célibataire ● Avec 2 enfants	Niveau d'études ○ Primaire ○ Secondaire ● Universitaire
--	---

1. De quelle manière êtes-vous concernée par le sujet?

Je m'appelle Inès Bonnettee, j'ai 42 ans, je suis sociologue et professeure à l'université de Hitotsubashi, à Tokyo, où depuis quinze ans j'étudie les inégalités et les rapports de pouvoir : qui parle, qui décide, qui est écouté, mais aussi qui reste silencieux parce que certaines voix sont plus audibles que d'autres. C'est pour cette raison que la question de l'horizontalisation de la gouvernance me touche profondément : elle ne concerne pas seulement l'organisation du pouvoir, mais une question plus fondamentale : à qui appartient réellement la démocratie ?

Le Japon est souvent perçu comme un pays stable et consensuel. Pourtant, les lieux de décision restent marqués par de fortes inégalités : au 31 décembre 2025, les femmes ne représentaient que 14,7 % des membres des assemblées préfectorales japonaises et 20,3 % des conseillers municipaux, signe que certaines catégories restent, même en démocratie, éloignées du pouvoir. En tant que femme et enseignante au Japon, j'y suis particulièrement attentive.

De plus, mon travail m'a appris à me méfier de l'idée selon laquelle chacun aurait naturellement la même capacité à participer à la vie publique. En réalité, le pouvoir circule rarement de manière égale : il favorise ceux qui le détiennent déjà. Les grandes décisions restent très souvent prises par des groupes sociaux aux parcours communs. Or une société ne peut être pleinement démocratique si elle ne sait entendre qu'une partie d'elle-même. Je ne conteste pas les institutions représentatives : élus et experts restent nécessaires. Mais aucune démocratie ne devrait attendre l'élection suivante pour entendre ses citoyens ; il doit exister, entre eux, des espaces de dialogue et de délibération.

Je considère que l'égalité ne peut pas se limiter aux droits inscrits dans les lois : elle se mesure aussi à la capacité réelle de participer aux décisions qui transforment sa vie. La démocratie, à mes yeux, n'est pleinement vivante que lorsque l'égalité politique n'est pas seulement un principe ou un privilège, mais une réalité vécue.

2. Que proposez-vous à votre échelle?

À mon échelle, je voudrais d'abord changer notre manière de concevoir la participation citoyenne. Trop souvent, elle intervient une fois les orientations déjà fixées : on demande aux citoyens de choisir entre des solutions qu'ils n'ont pas construites. Or participer, ce n'est pas seulement approuver ou refuser une décision, mais aussi déterminer les questions à traiter. Je propose donc de créer, au niveau local, des assemblées citoyennes capables de faire émerger des priorités politiques. Composées de citoyens aux parcours différents et accompagnées de chercheurs, elles identifieraient les difficultés de la population pour en faire des sujets de débat public. Ce modèle existe déjà en France : la Convention citoyenne pour le climat de 2020 a réuni 150 citoyens tirés au sort pour proposer des mesures. La démocratie ne doit pas seulement demander aux citoyens ce qu'ils pensent des politiques publiques : elle doit leur permettre de dire ce qui est prioritaire. Je souhaite aussi que toute participation citoyenne laisse une trace : quand une proposition est formulée, l'institution concernée devrait rendre publique sa réponse et en expliquer les suites. Les élus conserveraient leur responsabilité et leur légitimité, mais un citoyen engagé est en droit de savoir ce qu'est devenue sa contribution. Le désaccord peut être démocratique ; le silence ne l'est pas toujours.

Je voudrais enfin agir sur une dimension souvent oubliée : la capacité à participer s'apprend. Grâce à mon métier, je constate que les jeunes ne sont pas indifférents à la politique, mais ont le sentiment qu'elle se joue hors de leur portée. Je défends donc des espaces, à l'école et à l'université, où apprendre à argumenter, écouter le désaccord et construire collectivement une proposition. Une démocratie plus horizontale ne peut fonctionner que si elle forme des citoyens capables de l'habiter.

Je ne souhaite pas affaiblir les institutions représentatives, mais les ouvrir. Le rôle des élus reste essentiel : décider et répondre de leurs choix, mais ils ne devraient plus être les seuls à déterminer ce qui mérite l'attention publique. Partager le pouvoir ne signifie pas renoncer à décider ; cela signifie accepter que la décision ne commence pas au sommet. C'est donc un déplacement réel du pouvoir : du citoyen que l'on consulte vers le citoyen que l'on associe, de la décision déjà construite vers sa définition, et d'une démocratie intermittente vers une démocratie qui se pratique dans le temps. Une démocratie vivante ne devrait pas seulement demander aux citoyens ce qu'ils pensent du monde que l'on construit pour eux ; elle devrait leur permettre de prendre part à sa construction.

Voilà pourquoi l'horizontalisation de la gouvernance n'est pas une mode, mais une exigence démocratique. Dans un monde marqué par la polarisation et la défiance, nous devons réapprendre à partager le pouvoir, non à le concentrer, car une société devient fragile quand trop de citoyens ont le sentiment de ne plus compter.